



L'Histoire oubliée à droite comme à gauche ?

Que se serait-il passé si l'on avait découvert les ruines du théâtre gallo-romain (en photo ci-dessus) sous notre municipalité de gauche ?

Le fait de poser la question en dit long... Nous ne sommes plus sûrs de rien. Serait-on capable de résister à la pression des promoteurs ? Serait-on assez fort pour défendre les principes élémentaires de sauvegarde du patrimoine ? Personne n'en est sûr. Et c'est bien ce qui nous inquiète. En son temps, G. de Robien avait toujours défendu le mur d'argent même si l'on proposait des projets de conservation du patrimoine.

Nous pensons qu'il faut avoir l'ambition d'investir sur le long terme. La culture peut être rentable, même dans un cadre purement économique. Ainsi on aurait pu construire comme à Périgueux un musée avec un sol constitué de plaques de verre afin de mettre en valeur les fondations de notre théâtre. La collection d'objets archéologiques du musée de Picardie aurait pu enrichir un tel lieu, situé à 2 pas de la gare. Voilà un projet qui aurait donné à Amiens une véritable réputation fondée sur un réel héritage culturel. La ville aurait eu aussi l'occasion d'attirer de nouveaux touristes... Non, non, G. de Robien a préféré aller au bout de son plan et doter Amiens de bureaux désespérément vides.

Aujourd'hui nous pouvons rompre avec ce passé où l'on nous disait tout le temps : on détruit ces vestiges mais c'est pour mieux garder ceux que l'on trouvera plus tard. C'était juste pour nous endormir car l'on n'a jamais vraiment rien

conservé sur le site d'origine... Aujourd'hui, un projet a vu le jour suscitant tout notre enthousiasme : celui de créer un service archéologique directement pris en charge par Amiens-Métropole.

Les 3/4 du territoire de notre collectivité sont en zone archéologique sensible. Amiens, au temps de l'empire romain, était une cité prospère et très étendue. La science et la culture exigent que nous soyons à la hauteur des découvertes que l'on pourrait faire. Il y a eu trop de fouilles réalisées dans la précipitation, voire parfois complètement négligées et cela, juste pour contenter les intérêts de certains promoteurs pressés d'avoir des retours sur investissements.

La création d'un service archéologique donnerait du temps aux chercheurs. Cela permettrait à Amiens-Métropole de ne plus payer à l'État les fouilles (500 000 € / an en moyenne) mais au contraire de recevoir l'argent des promoteurs pour les réaliser elle-même. De plus il serait vite sollicité car les services de l'État sont plus chers. Le tout est d'embaucher 8 à 10 archéologues (ce qui créera, au passage des emplois) pour obtenir l'agrément de l'État. À Douai, le service archéologique emploie une centaine de personnes et demeure viable économiquement.

Tout cela permettrait aussi d'accélérer le rythme des fouilles pour la construction de logements en face de la citadelle où l'on a trouvé les murailles du XIII^e siècle ou de libérer les terrains acquis par la Mairie à Renancourt (le projet Boréalina) où se trouveraient les restes d'un fortin gallo-romain.

Amiens pourrait aussi valoriser son passé en le faisant connaître au plus grand nombre. Pour cela, il faudrait créer un véritable musée archéologique que l'on pourrait installer, par exemple, dans les locaux prévus pour l'Institut du monde gothique, le bel alibi de G. de Robien pour justifier ses constructions à 2 pas de la cathédrale, alibi qui n'est aujourd'hui qu'une onéreuse coquille vide.

Nous soutenons et participons, dans la mesure de nos moyens, à la création de ce service archéologique qui permettrait de rompre avec les pratiques brutales de l'ancienne équipe municipale.

Livre

"Ne vous résignez jamais" de Gisèle Halimi, Éditions Plon, 2009

Les grands combats de Gisèle Halimi, de la lutte anticoloniale à la cause des femmes.

Pages émouvantes sur le temps qui passe et sur l'âge. Cette jeune femme de 81 ans a une force et une lucidité qui irradient. C'est pour "accompagner" sa petite-fille qu'elle décrit le parcours de sa vie en suivant le fil rouge du féminisme, refusant toujours de se résigner à l'ordre existant, à commencer par l'ordre colonial. Adolescente dans une famille juive très modeste et très traditionnelle de Tunisie, elle gagne par une grève de la faim le droit de ne plus jamais servir ses frères. Très vite elle comprendra que la liberté des femmes ne peut se concevoir sans indépendance économique. Elle deviendra donc avocate. Son engagement féministe s'est forgé dans ses expériences,



ses révoltes, ses rencontres. Gisèle Halimi dit son admiration pour Simone de Beauvoir, l'auteur du Deuxième Sexe, qui s'implique avec détermination dans le Manifeste des 343 femmes qui, le 5 avril 1971, proclament qu'elles ont avorté, qui devient présidente de son association, Choisir et témoigne au procès de Bobigny. Elle évoque des rencontres lumineuses avec le biologiste Jean Rostand ou le poète et député Aimé Césaire qui, l'un et l'autre, apportent leur soutien au combat pour le droit à l'avortement. D'autres luttes encore, pour la reconnaissance du viol comme un crime, pour le congé parental de la mère et du père, à égalité, pour la parité, contre les violences faites aux femmes. Et Gisèle Halimi dit "le bonheur féministe" que lui apporte son combat actuel pour la Clause de l'Européenne la plus favorisée, un combat mené avec un groupe de jeunes femmes féministes d'aujourd'hui.

Je m'abonne à l'Aube Nouvelle pour une période d'un an (4 numéros) à partir du numéro : 2 euros.
Je commande paquets de 10 exemplaires pour diffusion militante : x 5 euros.
Je fais un don de soutien de euros à l'Aube Nouvelle.

Règlement par chèque bancaire à l'ordre de « La Société des amis de l'Aube Nouvelle »
Nom : Prénom :

Adresse :
SERVICE ABONNEMENTS - M. MAISSE Cédric, 45 rue Camille Saint Saëns, 80000 Amiens

L'AUBE NOUVELLE

Journal communiste amiénois N° 2

avril, mai, juin 2009
Prix : 0,50 €



"Avez-vous cultivé pour des moissons communes ?

Avez-vous enrichi la ville où j'habitais ?"
Robert Desnos, extrait du poème L'épithaphe publié dans "Contrée".

La gauche dirige la Mairie d'Amiens depuis un an. Cela devrait suffire pour percevoir les grandes lignes du mandat et pour rompre avec le refrain utilisé par la droite, en son temps, accusant l'équipe municipale précédente de tous les maux

Un an et quel bilan ? Le budget porte fort heureusement les efforts sur les écoles et le logement social, mais on insiste plus sur l'aspect matériel que sur l'aspect humain. L'argent est investi dans ce qui est quantifiable. On se rassure en programmant le remplacement plus fréquent des poignées de porte, là où on croit ne pas pouvoir être mis en défaut. Mais la valeur d'une entreprise humaine n'est pas toujours quantifiable. La poésie a-t-elle un prix ? Que rapporte-t-elle ? Rien. Évitez d'investir là-dedans, on risquerait de nous reprocher de gaspiller l'argent public.

Le seul vrai souci des quelques personnes qui dirigent la Mairie est de faire des économies. Il est vrai qu'il est nécessaire, à cause des travaux pharaoniques de 2006-2007, de faire baisser le taux d'investissement, mais n'oublions pas que l'argent est avant tout celui des Amiénois. La redistribution des richesses publiques est un devoir. G. de Robien affirmait que ses grands travaux amélioreraient la réputation d'Amiens, ce qui attirerait de nouveaux investisseurs et donc créerait des emplois. Ce calcul nous a toujours paru mauvais : faire rivaliser notre ville avec de grandes métropoles européennes était une illusion insensée tout comme remplacer les emplois industriels par ceux du tertiaire. G. de Robien voulait remodeler Amiens en oubliant les quartiers populaires.

Où est la rupture avec cette politique rejetée par 56 % des Amiénois ? Qu'est-ce qu'a gagné au changement de majorité l'électorat populaire

La Ville aux projets dormants



G. Demailly doit en grande partie son élection. Aujourd'hui, Amiens est en train de devenir un monastère où l'on économise sur tout. Abstention pour tous ! Et pour mettre en œuvre quels projets ?

Et le fantôme de G. de Robien est toujours présent dans ceux qu'il a laissés dans ses cartons. Seulement, il en reste peu à ouvrir aujourd'hui. On s'endort donc sur de ternes délibérations...

Tout au moins pourrait-on écouter ceux qui veulent travailler pour la collectivité et ne pas se contenter de les consulter de façon purement formelle...

F. Debeauvais, M.-H. Loew, C. Maisse

Sommaire :

- Page 2 : Grève souterraine, un nouveau feuilleton
- Page 3 : Pêle-mêle d'Amiens
- Page 4 : Goodyear
- Page 5 : "Tertous einsemble" saynète de Ph. Leleux
- Page 6 : Des raisons de manifester
- Page 7 : Europe / Islande
- Page 8 : Culture

GRÈVE
SOUTERRAINE

Nouveau feuilleton à succès que vous ne trouverez jamais dans le JDA.

Saison 1 : la journée des dupes

Tout a commencé le 25 septembre 2008. Ce jour-là, une délibération faussement anodine est présentée au conseil municipal. Elle portait pour titre : "Autorisation donnée au Maire pour signer des marchés". La décision de confier pour 1,4 millions d'euros par an l'exploitation des parkings souterrains à la Société d'assistance et de gestion du stationnement (SAGS) est présentée entre le remplacement d'une toiture en zinc et la restauration d'une façade. Il aurait fallu faire preuve d'une sacrée méfiance pour débusquer cette question très politique au milieu de décisions purement techniques... Surtout que le maire annonçait la fin de la délégation de service public confiée à Vinci. Les conseillers municipaux, les usagers comme les salariés de Vinci croyaient à un passage en régie directe. Il n'y aurait donc plus d'entreprises qui feraient des profits en faisant payer ses services à la fois aux usagers et à la mairie. Bonne nouvelle, en somme...

Intermède : les tarifs augmentent pour réduire l'utilisation de la voiture ?

Le prix des parkings souterrains augmente de 10 % en moyenne au 1er janvier 2009 pour décourager la venue des voitures en ville, nous dit-on. Cet argument n'est valable que si l'on offre, au préalable, d'autres moyens de transport : des bus qui viennent en centre-ville, de vraies pistes cyclables, des parcs relais... En fait, les parkings sont réduits à la seule mission de remplir les caisses de la municipalité. Dans cette logique, on aurait tout intérêt à en construire de nouveaux, ce qui attirerait encore plus de voitures et nuirait au développement des autres moyens de transport... L'augmentation des tarifs conforte donc le cercle vicieux.

Saison 2 : l'entrée en scène de la SAGS : les conditions de travail deviennent insupportables.

Avec la SAGS, les salariés perdent beaucoup : la prise en charge de leur mutuelle, les primes aux résultats et une participation aux bénéfices, soit environ 1700 € en moins par an. Cette firme a peu de capitaux (elle a entre 100 et 120 salariés) et elle veut concurrencer Vinci... Les conséquences sont évidentes : elle économise sur les salaires et le service dû aux usagers. Ainsi il

n'y a plus d'auto-laveuses, quand une salariée en réclame une pour le nettoyage, sa direction lui répond : "De toute façon, vous ne vous en serviez pas !" Par contre, on lui offre un beau balai acheté à la Foire'fouille... Les machines de paiement sont mal réglées. Une autre employée a subi pendant un 1/4 d'heure les récriminations d'un usager qui n'avait pas eu ses 9 € de monnaie. Elle a bien tenté d'appeler un cadre mais rien... Livrée à elle-même, elle doit assumer une responsabilité qui n'est pas la sienne. Les abonnés n'ont pas de cartes. La formation n'existe plus et la SAGS poste quelqu'un sans rien lui expliquer de son rôle ! Cette désorganisation totale a abouti au départ de 2 salariés complètement découragés.

Saison 3 : la première alerte.

Une grève se prépare. La Mairie est au courant. Le Courrier Picard s'en fait l'écho. Rien, sauf que l'adjointe en charge des stationnements met sur le même plan salariés et direction! La grève commence et ne dure que 2 jours car, tout de suite, sous l'arbitrage de la Mairie, la SAGS s'engage à améliorer les conditions de travail et à signer enfin les contrats de travail... Le conflit s'explique, selon le Maire, par la mauvaise volonté de Vinci à passer le relais à la SAGS, exonérée ainsi de toute responsabilité...

Saison 4 : La deuxième grève commence le 2 mars.

Les salariés, qui n'avaient jamais fait grève jusque là, se sont organisés au sein de la CFTC. La grève reprend parce qu'aucun des engagements pris précédemment n'a été respecté par la SAGS. En compagnie du délégué syndical et de la direction, l'adjointe au stationnement, mal à l'aise, visite les parkings pour faire le point sur le respect du cahier des charges. Le même jour, une grève a commencé à Besançon. Là-bas aussi, la SAGS rabote les salaires et néglige le nettoyage des parkings et la maintenance des machines.

Épisode indispensable dans toute série digne de ce nom : le procès.

Plutôt que de respecter ses engagements, la SAGS attaque en référé les grévistes pour blocage des entrées des parkings. L'accès étant libre, les usagers ne paient pas leur stationnement, c'est tout. La présidente du tribunal ne comprend pas la démarche. Une grève entraîne forcément des pertes financières. Cela gêne la SAGS qui ose, dans le même temps, embaucher des intérimaires pour casser la grève. Après le duel d'avocats, la direction est

Réflexions sur la structure de l'Union à l'occasion des élections européennes du 7 juin.

L'engouement pour ces élections a toujours été très limité. La participation s'est toujours située entre 40 et 50 %. N. Sarkozy, craignant une sanction comme aux municipales de 2008, souhaite une campagne courte, sans contenu, qui l'arrangerait bien tout comme une bonne partie du PS qui a voté OUI à la constitution en 2005.

Mais le désintérêt des citoyens pour l'Union Européenne est bien plus profond. Ils ont bien peu confiance en cette structure politique éloignée qui se permet de ne pas respecter la démocratie (quand des peuples disent NON, on veut les faire voter jusqu'à ce que ce soit OUI). Ils ont donc l'impression que voter ne peut pas changer grand-chose.

L'Union Européenne met les salariés des différents pays en concurrence et les oppose même les uns aux autres. Tous les pays entrent dans la logique du moins-disant social. Ce qui approfondit la crise en accroissant les inégalités. En outre les gouvernements se sont rendus eux-mêmes impuissants en donnant son entière indépendance à la Banque Centrale Européenne qui, pour l'essentiel, décide des grandes orientations économiques de l'Europe.

L'Union Européenne contribue à l'affaiblissement des États. Elle préfère valoriser les Régions afin que les firmes multinationales imposent plus librement leurs normes. Les Régions leur accordent des subventions et des aides diverses, rivalisent entre elles pour obtenir un site de



Des dissidents proches du communisme bientôt premier parti politique en Islande ?

L'Islande est un des pays d'Europe à subir le plus durement la crise. Les sociaux-démocrates de l'Alliance abandonnent leurs partenaires conservateurs, complètement discrédités par la débâcle économique du pays, pour une coalition avec le parti Gauche-Verts.

Au sein de cette nouvelle coalition, c'est le parti Gauche-Verts qui a le vent en poupe car l'Alliance souffre de l'impopularité des conservateurs qui gouvernaient avec eux jusque là.

Le parti Gauche-Verts est né du refus de militants progressistes, rentrés en dissidence, de rejoindre l'Alliance qui avait pour but, au moment de sa formation en 1999, de rassembler toute la gauche dans un seul parti.

Cette création a sans doute contribué à la droitisation de l'échiquier politique islandais en laissant les mains libres aux conservateurs au moment où ils font prendre à l'Islande

production...

Certains réclament des compétences sociales élargies pour l'Union Européenne. Mais que proposent-ils ? Un SMIC européen ? Une bonne idée que nous sommes prêts à défendre. Ainsi le salaire minimum en Bulgarie est de 92 € quand il est de 1570 € au Luxembourg en 2007, tandis que 7 pays n'en ont même pas.... Mais cela ne doit pas servir de prétexte pour abaisser les minima sociaux au niveau national !

Plus fondamentalement, la social-démocratie prétend réformer l'Union alors même qu'elle n'y est pas parvenue quand elle en contrôlait les rouages institutionnels il y a une dizaine d'années à peine. Peut-être parce que l'Union Européenne est par essence une structure faite pour faciliter la mondialisation capitaliste. Peut-être que vouloir en faire une Europe sociale est aussi illusoire que de chercher à transformer le plomb en or...

Un autre type de construction européenne est possible, fondé sur la souveraineté des peuples, donnant la priorité à des coopérations dans le domaine social, défendant l'intérêt général et non celui d'une poignée de lobbyistes qui ont pignon sur rue à Bruxelles. Cette Europe de la solidarité entre les peuples suppose une rupture radicale avec le corset des traités européens actuels. Rupture sans laquelle toute politique authentiquement progressiste serait impossible pour tout pays membre de l'Union Européenne.

Pour approfondir la question, nous vous invitons à lire L'idéologie européenne, de B. Landais, A. Monville et P. Yaghlekdjian, éd. Aden, 2008.

un tournant ultra-libéral.

Les "Gauche-Verts", de leur côté, ont dans un premier temps réussi à conserver le socle électoral de leur ancien parti (qui représentait 15% de l'électorat avant de rejoindre l'Alliance) avant de progresser. C'est ainsi, que partant d'un score au alentours de 9% en 1999, confirmé en 2003, ils atteignent 14,3% en 2007. Soit le niveau de la gauche communiste d'avant 1999, ce qui démontre l'échec de "l'Alliance" dans sa tentative de dominer toute la gauche.

La population islandaise, traumatisée par l'effondrement de son système économique, se tourne aujourd'hui massivement vers cette nouvelle gauche de la gauche qui a eu le mérite de tenir bon, même à contre-courant, sur des questions fondamentales : socialisme, pacifisme, hostilité à l'OTAN et refus de l'adhésion à l'UE.

Il y a peu, ce parti Gauche-Verts était crédité de 28,5 % dans les sondages pour les prochaines législatives ce qui en ferait le premier parti du pays.

Comme quoi, face aux tendances opportunistes, la persévérance politique est porteuse d'avenir.

Directeur de publication : Cédric Maisse.

Siège social : 45, rue Camille Saint Saëns, 80000 Amiens.

Équipe : Philippe, Fabienne, Catherine, Jonathan, Franck, Maria-Helena, Mourad, Jean-Rémy, Guilaine, Béatrice, Eric, Jihad, Serge, Jean-François, Johann et bien d'autres encore. Édité par la Société des Amis de l'Aube Nouvelle.

ISSN : en cours. Imprimé par IMPRIMERIE VP SERVICES. 1^{er} tirage : 1000 ex.

Disponible au bar le Monitor et à la Maison de la Presse des Jacobins (Amiens)



Des raisons de manifester

Défendre l'école publique 13 500 postes d'enseignants en moins sur toute la France à la rentrée 2009 ! On supprime des postes alors que le nombre des élèves

Confusion organisée des Assedic et de l'ANPE

N. Sarkozy justifie cette fusion par la mise en place d'un guichet unique censé épargner aux chômeurs d'interminables allers-retours entre les Assedic et l'ANPE. Mais il sait bien que si ces deux agences existaient, c'était pour assurer des missions bien distinctes. Un agent des Assedic ne peut pas du jour au lendemain devenir un spécialiste dans la recherche d'emploi et inversement.

Cette fusion vise, en réalité, à réduire le budget pour l'emploi et à casser les statuts des salariés de ces deux agences.

Vu la crise actuelle, elle est d'autant plus malvenue. La Somme avait un taux de chômage de 9.5% au quatrième trimestre 2008, nul doute que ces chiffres vont être dépassés lorsque les prochains seront publiés. Au niveau national, on comptait déjà 79 000 chômeurs de plus en février soit une hausse de 3.5% par rapport au mois précédent et 19% par rapport à 2008. L'afflux massif de demandeurs d'emploi nécessite, pour le pôle emploi,

Plus de panneaux publics !



La disproportion entre l'espace réservé à l'affichage publicitaire et celui consacré à l'expression sociale dans notre société est saisissant : ainsi à Amiens il y a 4046 m² pour la publicité contre 161 m² pour la seconde. Au moment où l'on

s'inquiète beaucoup du sort réservé au service public, pourquoi ne pas poser la question de l'affichage politique, syndical, associatif et culturel ? A considérer cette disproportion, un candide extra-terrestre nous classerait immédiatement dans la catégorie "con-sommateur", peut être nous donnerait-il quelques conseils pour que cet espace visuel quotidien soit un peu plus le reflet de notre vie sociale. En employant le conditionnel, notre candide créature est diplomate, elle proposerait :

"Il faudrait implanter à proximité de chaque endroit à usage collectif, une école par exemple, un panneau d'expression, sur notre planète, c'est la ville qui prend en charge l'affichage." Elle ajouterait : "Il s'agirait de limiter l'affichage

reste le même ou augmente. À Amiens, par exemple, l'école S^t Maurice perd une classe alors que des logements sont en construction à proximité. Grâce à l'action des enseignants et des parents, les écoles des Mosaïques et des Violettes ont pu échapper au couperet.

Quand les lycéens ou les étudiants manifestent, on leur oppose la violence de certains chefs d'établissement comme celui du lycée de L. Thuillier qui n'hésite pas à les traiter de *terroristes* (Courrier Picard du 09-12-09) tout en maniant le pied-de-biche ou celle des policiers devant le Rectorat le 5 février 2009.

Le maire d'Amiens pourrait soutenir ces luttes en refusant d'appliquer le service minimum, outil conçu par la droite. Alors que les maires communistes de Longueau et Camon résistaient, on ouvrait 5 centres de lois pour s'attaquer au droit de grève à Amiens le 19 janvier dernier.

3000 embauches selon les syndicats, et l'État n'en a effectué que 1800, ce qui entraîne des retards croissants dans le traitement des dossiers. On en compte déjà 70 000 en souffrance.

Cela énerve naturellement les chômeurs qui ne sont pas indemnisés. Et comme les cinq jours de formation consentis par le gouvernement ne sont pas suffisants, les malheureux agents de ce nouveau pôle emploi ne peuvent généralement pas répondre. Ils subissent des agressions verbales et s'en prennent plein la tête... Leur stress est de plus en plus aigu et, selon la CGT, on compte déjà, sur le territoire national, cinq suicides. Une blague circule d'ailleurs parmi les agents de l'ANPE de St Leu : "depuis la fusion, c'est la confusion, et bientôt, nous serons sous perfusion."

Pourtant cette situation n'est pas drôle. Espérons que nous pourrions annoncer, un jour, une amélioration car cette « réforme » se fait encore une fois sur le dos des agents et des plus précaires...

publicitaire ; votre temps de cerveau disponible n'est pas extensible. Un panneau ne devrait pas dépasser 50x70 cm, pour limiter son impact visuel. Vos collectivités interdiraient les panneaux lumineux et défilants et à plus forte raison les grands écrans plasma qui consomment inutilement de l'énergie et troublent l'attention de vos automobilistes."

Ce donneur de leçons, avant de repartir, nous assénerait cette pensée : "Favoriser l'expression de chacun permet à une société de se développer harmonieusement."

Mais revenons sur Terre. L'équipe de l'Aube Nouvelle tient à défendre le paysage urbain contre les agressions marchandes. L'écho de ces propositions si lointaines peut-il être entendu ici, à Amiens ? On peut en douter quand on apprend que G. Demailly réclame en justice 1000 € à S. Thuilliez pour un affichage "sauvage" lors de sa campagne des législatives de 2007 alors que tout le monde sait qu'Amiens manque de panneaux, surtout en centre-ville... Il choisit donc, à la suite de son prédécesseur, la répression, même contre son propre parti qui l'a pourtant fait élire... Alors, peut-on espérer qu'un jour l'espace d'expression publique se développe à Amiens ?

condamnée à verser 1000 € aux grévistes pour procédure abusive. La tentative d'intimidation a échoué.

Saison 5 : L'irruption de la grève au conseil municipal du 12 mars.

L'équipe de l'Aube Nouvelle est favorable à ce que la gestion des parkings soit exercée par la Mairie car, ainsi, la qualité du service public sera sous la responsabilité directe des élus qui en cas de problème ne pourront pas se défausser sur un quelconque prestataire. Les salariés de la SAGS deviendraient ainsi des agents municipaux.

La droite y est opposée comme le maire.

Un jeudi soir, en plein conseil municipal, les grévistes brandissent des affiches demandant un service public de qualité à une majorité de gauche. Le monde à l'envers ! Et la droite qui se réjouit...

Saison 6 : La fin du conflit.

Les grévistes ont le soutien des usagers qui leur ont fait plus de 5 000 € de dons. La Mairie a perdu, sur un mois, entre 150 000 et 200 000 €, sans doute plus que ce qu'elle



espérait économiser en donnant le marché à la SAGS.

Fin mars le conflit est en plein pourrissement. Les salariés subissent la pression de la Mairie qui veut leur faire cesser la grève en leur affirmant qu'une autre entreprise ne les reprendrait pas... Mais il leur est impossible d'arrêter le mouvement car le but de leur direction est de les pousser dehors pour les remplacer par des étudiants ou des retraités sur des contrats précaires...

Puis, soudain, après 31 jours de grève, un accord est trouvé. La Préfecture menaçait de fermer les parkings car la sécurité n'y était plus garantie, cela aurait pris des mois pour les rouvrir... La Mairie n'a plus le choix : elle accepte de rompre le marché avec la SAGS et d'investir dans du matériel d'entretien.

Morale de l'histoire

Être de gauche, ce n'est pas simplement une question d'étiquette sur un emballage électoral, c'est surtout faire preuve de volonté politique pour arrêter la privatisation des services municipaux (bus, nettoyage, gestion du Zénith...). Il s'agit au contraire de s'assurer de leur maîtrise via une régie directe. Quant aux appels d'offres, il est indispensable d'y intégrer des critères sociaux pour garantir aux salariés des conditions de travail optimales, cela évitera la pratique du dumping social.

Le jeu de la citation

Quel maire d'Amiens a dit ?

"Ce n'est pas parce que les gens le demandent que cela correspond à leurs besoins."

- a) R. Lamps
- b) G. de Robien
- c) G. Demailly

Réponse c

Pêle-mêle à Amiens

Associations

Elles veulent rester autonomes...

Depuis quelque temps, la Mairie déploie des efforts pour placer sous sa tutelle les associations en écartant l'OVACAM qui les aide et les fédère depuis longtemps. Elle veut transformer une partie des locaux destinés à la maison des associations en bureaux pour ses propres services au contraire de ce qui était prévu à l'origine. Amiens aurait trop de locaux pour permettre aux associations de vivre... En outre le maire demande à l'OVACAM de facturer ses services aux associations au prix du marché ! Aucune municipalité ne le fait en France ! Amiens est à l'avant-garde de l'ultra-libéralisme au moment où celui-ci s'écroule...

Rencontre

Le mardi 17 mars, l'équipe de l'Aube Nouvelle est allée à la rencontre des habitants du quartier Saint Maurice. Ils ont pu ainsi prendre connaissance de l'action des 3 conseillers municipaux à l'initiative de cette rencontre et leur soumettre leurs idées et leurs doléances. Les 3 élus se sont engagés à les communiquer au Maire et à tenir informés les participants des réponses données. Cette initiative de démocratie active se renouvellera dans un autre quartier à l'avenir (plus d'informations sur le prochain site www.aube-nouvelle.fr).

Rendez-vous

Teufs à Babeuf le 9 mai 09
à partir de 15h30 Salle Dewailly (renommée Salle Babeuf)

1, 2, 3 Manifs ! Et puis après ?

On manifeste, à 10 000, à 1 million, une fois, deux, trois et puis après... Visiblement ils le remarquent à peine. Cette teuf à Babeuf donnera l'occasion avec des débats et intervention de fouiller le sujet.



LA LUTTE CHEZ GOODYEAR-DUNLOP

Le 26 janvier dernier, nous sommes allés rendre visite à la CGT Goodyear. Pour entrer, il faut remplir un long formulaire. L'usine d'aujourd'hui correspond au donjon d'hier. Les locaux syndicaux sont relégués au sous-sol comme si l'on devait les cacher.

Entretien avec Mickaël Wamen, délégué CGT.

Comment se prépare la prochaine journée de grève ?

La zone industrielle sera bloquée à partir de 4 H du matin, à chaque rond-point. Et l'après-midi, on rejoint la manif.

La picardie peut rester une terre industrielle



Plus de 1000 licenciements pour chacun des sites de Goodyear Amiens et de Continental à Clairoux. Ces plans étaient prévus depuis 2 ans au moins. À Goodyear, la CGT, soutenue par la majorité des salariés, refusait de céder au chantage des 4X8 malgré la pression patronale et l'accord donné par certains syndicats. À

Continental les ouvriers ont accepté de passer aux 40 H et de perdre leurs primes dans l'espoir de sauver leur emploi. Or, ils s'aperçoivent aujourd'hui que la direction n'avait pas changé d'objectifs : cyniquement, elle a fait financer le plan de licenciement actuel par les 40 H.

Cette manœuvre indigne, les ouvriers de Goodyear ne l'ont pas subie. Ils luttent pied à pied sur chaque décision de la direction alors que chez leur voisin de Dunlop les ouvriers sont divisés : la direction épargne ceux qui ont accepté les 4X8 et veut se séparer des 58 salariés qui les ont refusés.

4

Mais leur lutte n'est pas seulement défensive, elle s'appuie sur des propositions de développement du

Qu'en est-il du moral dans l'entreprise ?

Ça ne va pas fort chez Dunlop où les 4X8 sont appliquées. Ils perdent 2000 pneus par jour. On a retiré aux salariés la pause cigarette, les gardiens font la chasse à ceux qui prennent des pauses ou restent trop longtemps à la cantine.

À Goodyear, au contraire, il n'y a pas de résignation, on pense que la mobilisation, c'est maintenant ou jamais. Quant au chômage partiel, la direction l'utilise comme un moyen de rétorsion contre nous.

Et pour l'avenir du site ?

La CGT a demandé au Conseil Régional et à Amiens Métropole de voir si l'on peut étendre la production agricole, pour faire des pneus de tracteur. G. Demailly pense que ce n'est pas faisable. De toute façon, on ne le voit plus sur les manifs, pas comme avant les élections municipales. Tandis que la Région est d'accord.

Quant au plan social, on demande à ce qu'il soit appliqué sur le groupe entier et non sur le site d'Amiens seulement. La direction veut nous isoler et préserver avant tout ceux qui ont accepté les 4X8. De toute façon elle investit ailleurs en Pologne, en Allemagne et en Slovaquie. Elle envisage même d'aller jusqu'en Russie. Goodyear veut nous faire passer du groupe France au groupe Europe pour nous mettre en concurrence avec les autres sites.

Quelles sont les conditions de travail dans l'entreprise ?

Il y a 4 Banbury (des malaxeurs). C'est super sale. Les gars ressortent de là tout noirs de carbone à cause des mélanges chimiques. Ils sont obligés de remonter toutes les 2 heures. Ils travaillent dans les sous-sols, dans le noir à cause des fumées. Cela attaque les poumons. On soupçonne fortement les huiles aromatiques d'être cancérigènes. Une étude a été lancée depuis 3 mois là-dessus. Chez Dunlop, ils ne respirent pas autant les fumées car l'usine a eu plus d'investissements qu'à Goodyear.

site. La CGT a réalisé une étude. Elle montre que les usines Goodyear-Dunlop souffrent d'un sous-investissement de 30 millions de dollars sur les 3 dernières années. De plus les machines ont 30 ans en moyenne. Si la direction mettait les capitaux nécessaires, elle améliorerait la productivité de 9,1 % sans changer l'organisation du travail. Le tout est d'investir dans la formation, dans l'amélioration des processus de fabrication pour éviter les accidents, réduire les arrêts maladie et pour éviter les arrêts de production. En embauchant du personnel supplémentaire, en restant en 3X8 la semaine et 2X12 le week-end, il est possible d'ouvrir l'usine 350 jours par an au lieu de 326 aujourd'hui. Enfin il faudrait produire des pneus plus modernes à plus forte valeur-ajoutée, ce qui pourrait être un remède à la baisse des commandes dues à la crise.

Toutes ces propositions pourraient faire l'objet d'une discussion entre la Région, le Département et Amiens-Métropole en présence du préfet et des délégués syndicaux. L'équipe de l'Aube Nouvelle appelle toutes les collectivités de gauche à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour sauver la production industrielle et à ne pas se limiter à des vœux votés en assemblée qui ne seraient que de simples belles déclarations d'intention.



TERTOUS EINSEMBLE !

Saynète composée par Philippe Leleux

Dins s'tchot moéson d'Sant-Leu à Anmiens, Sandrine avuc Tchot Blaise qu'is orbey'tt' à l'éfnêt. O-z inteind au loin : "Tertous einsembe ! Tertous einsembe ! Ouè ! Ouè !"

Sandrine

Bê ! L'vlo qu'i reinte ! On l'inteind d'ichi qu'i l'est coère à ch'coin dé l'rue "d'el Tcheu d'vac".¹

Tchot Blaise

Hé bien, s'il fait tous les bars de la rue, il n'est pas encore là !

Sandrine

I n'i o mi d'danger Tchot Blaise, i s'arrêto mi boère in ballon à troès ouéros chinquante dins in attrap-touriss ed Sant-Leu !

Tchot Blaise

Dis-moi Sandrine, c'est bien la première fois que j'entends Lafleur revenir du boulot si guilleret, lui qui déprime depuis que Papa Tchutchu lui a trouvé une place à l'usine.

Sandrine

I feut dire qu'i l'o foét jouer ses r'lations por i don-ner ch'tra'ail lò; i n'avoét point d'eut' moéyin por qu'éch ch'Lafleur i poèye chés loéyers in r'tard.

O-z inteind ch'Lafleur qu'i l'arrive in dgeulant :

Lafleur

"Tertous einsembe ! Tertous einsembe ! Ouè ! Ouè !"

Sandrine

Dins qué l'état d'énervémeint qu'i s'est mis coère ém'n honme ! Ch'est bien l'preinmière foés qué jé l'voés si hureux ed pus in moés.

Lafleur

Bein t'es lò Tchot-Blaise ! Coère dains chés cotrons d'ém fanme peindint qu'tin anmi ed'tojours i s'tue à l'ouvrache !

Tchot Blaise

Oh non Lafleur ! Je venais prendre de tes nouvelles, on m'a dit que tu avais le moral dans les chaussettes.

Lafleur

Min moral, Tchot Blaise, l'est ach plus haut ! El preuve : je r'torne ach tra'ail ! Sandrine ! Prépare-mi à boère pis à matcher, jé r'pars à m'n'usine !

Sandrine

Cho vo point bien Lafleur ?

(A ch'l'érelle ed Tchot Blaise) : i vo faloeér tcheur ch'mét'çan, i doét avoèr d'el fieuve por ertomer tra'ailler in cantant des ân-n'ries.

Lafleur

Dépèch'té Sandrine ! Chés camarats, i m'atteind'tt' por ch'pitchet d'grêfe, feut point léssier intrer chés trait'es ed jon-nes.

Sandrine

Vite Tchot-Blaise ! Vo tcheur ch'mét'çant, chés coère pu grimint grafe ! El fieuve al l'o reindu fin fou.

Lafleur

Mi ! J'ai mi d'fieuve Sandrine ! Tu comprends orien d'orien, j'té dis qu'ch'est l'grêfe !

Sandrine

Quoé !! T'o a pein-ne ecmeinché pis tu vos t'arrêter ! Ch'est chés méteux d'fu d'sindicat qui t'ont mis cho dins t'caboché ? Quoé qu'ch'est qui vo dire Papa-Tchutchu

quand qui l'apprendro cho ? Li qui s'a démené por ti.

Lafleur

Tu reuves coère Sandrine, ch'ti-lòl, tout ch'qui vut, ch'est des sous. *(Lafleur drêche s'ganme)*... Et pis ch'est mi ses r'lations : chés anciens pis chés nouveaux élus, qui m'impêch'rons d'ortreuver mes viux camarats !

Sandrine

Por boère et pis matcher mes seucisses in dgeulant des canchons d'mawoés pis surtout n'orien foère, bin j'te r'connoé bien lò em n'honme !

Lafleur

Tu y'es mi m'fanme, ch'est por impêcher ch'patron d'voler chés presses pis chés outieux dés quo zérons nou tchus or'tornès.

Sandrine

Chò y'est ! Es fieuve al ormont ! Porquoé qu'tin patron vol'roét chés outieux pusqué ch'est à li ?

Lafleur

Bin ! Por eszès métt' dains des poéyis ouéch équ'chés ouveuriers y sont coér bien pus misères.

Tchot Blaise

Alors, vous allez occuper l'usine Lafleur ?

Lafleur

Tertous einsembe, TchotBlaise !... Sandrine ! Ouéch éq qu'ch'est qu'to mis chés couvertes, mein vo point couter à moéson !

Sandrine

à leu plache !

Lafleur

Vite Sandrine ! Né m'foés point boullir, chés camarat i vont m'atteinde... Bê ! V'lò ch'diab'e ed proprio...

Papa Tchutchu congne al port'épis i reint'

Papa Tchutchu

Alors Lafleur, on dirait que le travail te va bien, tu as l'air en pleine forme !

Lafleur

O put point miu ! O foét meinme el grêfe por qu'i resse ichi ! Vou anmi ch'patron, i vut délotchaiser !

Papa Tchutchu

ça m'étonnerait Lafleur, le Conseil Régional et la Mairie lui ont donné l'argent du contribuable pour qu'il s'implante à Amiens ! Il doit rester ici !

Lafleur

Bê justemint ! à ch'teur qu'is ont ieu chés sous, y o pus orien qu'i z'ortient. Is peutt'é s'innaller avuc el t'chaisse !

Tchot Blaise

En tirant en l'air comme des bandits Lafleur !

Lafleur

Bon ! mi, j'ai mi pus l'temps ed distchutailer avuc vous eutes *(Lafleur er'drêche s'ganme)*, labòs is ont d'zoin d'em ganme por erpousser chés cadoreux qu'el préfecture al vo invoyé !

Sandrine

T'os mi assez dins tin pain-nier por ét'nir in siège. Os orvinrons avuc Tchot-Blaise por t'el reimplir...

Tertous in tchœur

"Tertous einsembe ! Tertous einsembe ! Ouè ! Ouè !"

Lexique : anmi : ami / boullir : bouillir / cadoreux : gendarmes congner : cogner / cotron : jupon / couverte : couverture diab'e : diable / drêcher : dresser / éfnêt : fenêtre / érelles : oreille fanme : femme / fieuve : fièvre / ganme : jambe / grêfe : grève jon-ne : jaune / mawoés : mauvais / meinme : même mét'çant : médecin / moés : mois / orbeyer : regarder / plache : place r'torner : retourner / tcheur : chercher / tra'ail : travail / trait'e : traître

5